



AFRIQUE CENTRALE

Stopper le trafic d'armes légères par une lutte régionale



La photo de famille des officiels après la cérémonie d'ouverture

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a évoqué hier à Brazzaville, la nécessité de mener, au niveau régional, la lutte contre le trafic d'armes légères et de petit calibre (Alpc) en Afrique où, selon lui, l'on en dénombre environ cent millions en circulation. Il s'exprimait à l'ouverture d'un atelier national de renforcement des capacités techniques et opérationnelles des Etats parties à la convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des Alpc.

Page 9

FINANCES

Des inspecteurs dotés de nouveaux outils de contrôle des entreprises

Une session de formation sur le système comptable révisé de l'Ohadav vient d'être organisée dans la capitale, au profit des inspecteurs des finances. D'une durée de deux semaines, elle a permis aux parti-

cipants d'améliorer leurs capacités en matière de contrôle des états financiers des entreprises. « Nous avons réellement passé en revue les points et insisté sur les opérations de contrôle des états

financiers. Nous avons étudié les impacts des actes comptables sur les informations financières relatives à l'impôt », a expliqué le formateur, Yvon Zebo.

Page 3



Une vue des participants à la formation

CHÔMAGE DES JEUNES

Le Pnud préoccupé par la situation en Afrique

Selon un rapport du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), l'Afrique est le continent le plus jeune de la planète, notamment avec près de 60% de sa population âgée de moins de 20 ans qui n'est pas toujours suffisamment prise en compte.

Ainsi, l'agence onusienne a ap-

pelé les gouvernements et les responsables africains à mettre sur pied des stratégies efficaces pour y faire face. « Si l'on ne remédie pas à ce problème, il sera impossible d'atteindre les Objectifs de développement durable des Nations unies », souligne le rapport.

Page 5.

ART VISUEL

Une balade photo pour valoriser le secteur informel

Le collectif « Mbongui art photo » va organiser, le 24 novembre à Brazzaville, en libre participation, une balade photographique hors studio, question d'offrir aux professionnels et amateurs la possibilité de réinventer leur métier ou leur penchant pour cet art. Véritable zoom sur Brazza, l'évènement mettra en lumière des citoyens



L'affiche de l'évènement

(homme comme femme) qui œuvrent pour le bien de la capitale congolaise à travers des métiers du secteur informel. « L'enjeu de la balade photographique c'est aussi de faire ressortir ce que l'on ne remarque pas directement et de ressentir ce que l'on perçoit au-delà du regard », précisent les organisateurs.

Page 11

EDITORIAL

Enjeu

Page 2

ÉDITORIAL

Enjeu

Vous qui lisez chaque jour ce quotidien, observez bien ce qui se passe sur la scène internationale ces temps-ci. Avec, d'une part, la montée des tensions entre les grandes puissances qui s'emploient toutes à affirmer leur pouvoir de peur d'être marginalisées dans les temps à venir et, d'autre part, le développement qui ne cesse de s'accélérer de ce qu'il était convenu, dans les années cinquante du siècle précédent, d'appeler le « tiers-monde », autrement dit le monde émergent.

De cette observation naît, en effet, la conclusion évidente selon laquelle l'Afrique, notre Afrique, devient l'enjeu majeur de la compétition de moins en moins larvée dans laquelle se lancent les « grands » de la planète. Avec, en ligne de mire, le fait qu'à échéance de trois ou quatre décennies, notre continent sera le plus peuplé, le plus jeune, le plus dynamique, le plus riche potentiellement de la planète et donc le partenaire le plus incontournable du monde à venir.

Confirmation de ce qui précède, l'une après l'autre toutes les grandes puissances tournent maintenant leurs regards vers l'Afrique. Toutes, y compris celles qui en avaient exploité les richesses naturelles à l'époque coloniale puis s'en étaient plus ou moins retirées au lendemain des indépendances, en croyant que le continent était voué pour longtemps au sous-développement, donc à la misère. Et toutes, maintenant, s'inspirent de la politique suivie par la Chine en se positionnant comme des partenaires actifs dans le domaine éminemment stratégique de la construction des grandes infrastructures. D'où la compétition qui s'engage et qui représente pour ses acteurs un enjeu économique, financier, politique, stratégique majeur.

Dans un semblable contexte, l'on ne saurait trop conseiller aux Etats africains et à leurs gouvernements de jouer à fond la carte de l'intégration régionale et sous-régionale : régionale en réformant l'Union africaine de façon telle que celle-ci fasse entendre plus clairement sa voix dans les institutions de la communauté internationale, aux Nations unies tout particulièrement ; sous-régionale en renforçant les communautés qui se sont constituées ces dernières décennies en Afrique du nord, en Afrique de l'ouest, en Afrique centrale, en Afrique orientale, en Afrique australe. Alors, en effet, ils tireront le meilleur parti du vaste mouvement vers le continent qui se confirme de jour en jour.

Les Dépêches de Brazzaville

VIE ASSOCIATIVE

Des nouvelles adhésions à « Po na ekolo »

Une douzaine d'associations parmi lesquelles l'Alliance lissalissi, l'Union des jeunes démocrates, les femmes battantes, a paraphé, le 5 novembre, à Brazzaville, en présence du coordonnateur de la dynamique, Digne Elvis Tsalissan Okombi, le registre actant leur agrément dans la structure.



Le coordonnateur de «Po na ekolo» posant avec les responsables des associations

Après la signature de l'accord, Digne Elvis Tsalissan Okombi a indiqué, à l'endroit des nouveaux membres, qu'ils venaient de prendre un engagement de se mettre au service de l'action. « En cette période de crise, notre devoir en tant que dynamique, en symbiose avec la campagne «Elikia» que nous avons lancée, est de susciter l'espérance », a déclaré le coordonnateur de Po na

ekolo. Digne Elvis Tsalissan Okombi a, en outre, rappelé aux nouveaux adhérents que le 20 janvier prochain, l'association fêtera ses cinq ans d'existence et sur instruction de son président, le ministre Hugues Ngouélondélé, il est question d'ouvrir les portes de la structure à d'autres nouvelles forces.

« C'est la suite de ce que nous avons lancé, il y a quelques mois. C'est

aussi l'occasion de renouveler la paix. Nous sommes une dynamique citoyenne, une association de terrain, nous faisons de la sensibilisation. Nous faisons un travail de terrain dans le cadre de la sensibilisation de la population » a-t-il renchéri.

« Nous avons choisi d'avancer avec «Po na ekolo» pour apprendre, parce que l'homme ne se suffit pas », a signifié, pour sa part, David Boyanga, le président de l'Union des jeunes démocrates.

Rappelons qu'une vingtaine d'associations a signé, le 11 octobre dernier, le même document, lors du lancement de cette campagne d'adhésion.

Jean Jacques Koumba

« En cette période de crise, notre devoir en tant que dynamique, en symbiose avec la campagne «Elikia» que nous avons lancée, est de susciter l'espérance »

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Adhdas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

De meilleures performances attendues des contrôleurs

Une trentaine d'inspecteurs des finances vient d'achever, le 5 novembre à Brazzaville, une formation de deux semaines sur le système comptable Ohada. Cette formation devrait leur permettre de mieux contrôler des états financiers des entreprises et déterminer la base pour le calcul de l'impôt.

La session de renforcement des capacités visait à outiller les cadres et agents de l'inspection générale des finances aux nouvelles connaissances sur l'utilisation du système comptable révisé de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada).

D'après le formateur, Yvon Zebo, les échanges de ces derniers jours ont contribué à développer les compétences des participants et à les rendre plus performants dans leurs enquêtes. Car, la mission des inspecteurs est de contrôler et sur-

veiller a posteriori les premiers contrôles réalisés par les agents du fisc, afin de déterminer le taux de l'imposition.

« Nous avons réellement passé en revue tous les points et avons insisté sur les opérations de contrôle des états financiers. Nous avons étudié les impacts des actes comptables sur les informations financières relatives à l'impôt. Nous pensons que l'objectif a été atteint ; le bilan est positif, celui de leur outiller dans les notions de comptabilités révisées », a indiqué l'expert-com-

table, Yvon Zebo. C'est aussi le même sentiment chez les bénéficiaires, à l'instar de Jean Richard Zobi, chef de division du contrôle des collectivités locales. « En tant qu'agent préposé au contrôle, il était intéressant pour nous de savoir les principales innovations en matière de gestion comptable. Nous sommes mieux armés pour déceler les possibles irrégularités qui seraient contenues dans les états financiers des entreprises », a assuré ce participant.

Celui-ci pense que cette forma-

tion va améliorer son intervention ; la première étape étant effectuée par l'administration fiscale qui est en contact avec des entreprises. Il a enfin promis de partager les nouvelles connaissances acquises à ses collaborateurs au niveau interne.

Initiée par l'exécutif, à travers le Projet des réformes intégrées du secteur public (Prisp), la session de formation s'est articulée autour de dix modules et trois objectifs sur les états financiers. Le premier objectif a porté sur la situation financière

de l'entreprise, le deuxième sur la performance de l'entreprise (les résultats) et le troisième a été lié à la situation de trésorerie.

Pour le formateur, cette phase de formation avec trente inspecteurs est insuffisante afin de créer un impact au niveau national et espérer réformer le secteur des finances publiques. Il invite le Prisp et l'inspection générale des finances à examiner la situation, voire étendre la formation à un grand nombre d'agents de l'État.

Fiacre Kombo

FIBRE OPTIQUE

Le Congo et la BAD confiants sur la mise en œuvre du projet Cab

Le ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, Léon Juste Ibombo, s'est entretenu sur le sujet à Brazzaville, le 4 novembre, avec l'économiste résident de l'institution financière panafricaine au Congo, Antoine Marie Sié Tioye. Les deux hommes ont évoqué la nécessité de concrétiser le projet à échéance.



En phase de réalisation, le projet connaît une bonne avancée partant de la République centrafricaine (RCA) et du Cameroun. Pour Antoine Marie Sié Tioye, la coopération entre les deux pays favorise en quelque sorte la bonne progression des travaux. « Il y a eu une bonne collaboration entre le Congo et la RCA. Ce qui nous a permis d'avancer de ce côté », a-t-il indiqué.

Au cours de l'entretien, les deux responsables ont passé en revue le niveau d'exécution du projet, dans son volet interconnexion fibre optique entre le Congo, la RCA et le Cameroun. Une initiative qui permettra au pays de réaliser des travaux à valeur ajoutée dans l'abou-

tissement de l'économie numérique. « Il fallait discuter sur le sujet, pour avoir une idée assez précise sur l'état d'avancement d'un certain nombre de choses et s'assurer de la bonne exécution du projet », a déclaré le ministre des Postes et des télécommunications, Léon Juste Ibombo. Par ailleurs, en sa qualité d'économiste, le représentant de la Banque africaine de développement (BAD) au Congo apporte son expertise en ce qui concerne l'analyse des politiques de développement et la mise en place des réformes. Ce dernier joue également un rôle important de conseil auprès du gouverneur de la BAD et

Léon Juste Ibombo et Antoine Marie Sié Tioye des autorités congolaises.

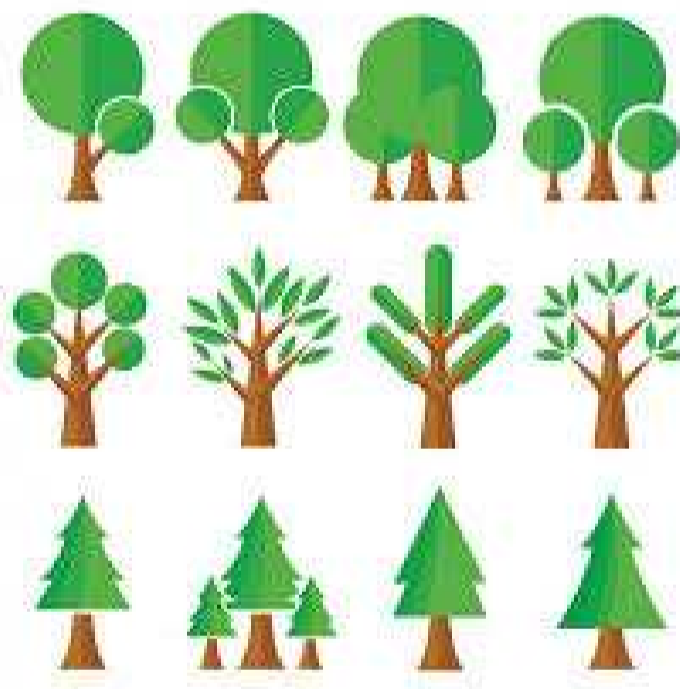
Précisons que la connexion à la fibre optique sous-fluviale entre le Congo et la RCA se fera à l'aide d'un câble dans le lit de la Sangha, allant de Pokola à Bomassa en passant par Ouesso et Kobo, soit un trajet de 136 km. Le projet Cab est financé par la Banque mondiale à hauteur de plus de huit milliards francs CFA. Il a pour objectifs, entre autres, de contribuer à la diversification de l'économie congolaise grâce à l'augmentation sensible des recettes fiscales et la réduction considérable du coût de transactions économiques et sociales.

Gloria Lossele

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

La population invitée à se mobiliser

Pour lutter contre le phénomène d'érosions qui affecte négativement le cadre de vie à travers le territoire national, les Congolais sont appelés à renforcer la culture de planting d'arbres et autres végétaux tels le mentalis, le vétier, le paspalum, etc.



La ministre de l'Economie forestière, Rosalie Matondo, a lancé un appel à l'endroit des autorités locales des différents départements du pays, à l'occasion de la célébration, le 6 novembre, de la trente-troisième édition de la Journée nationale de l'arbre, sur le thème « Verdier nos cités pour lutter contre les érosions et les effets du changement climatique ».

Cette édition, pour elle, doit être une opportunité à saisir pour chaque Congolais, là où il se trouve, de prendre une fois de plus conscience de l'importance des arbres et d'en planter massivement. Ainsi, la végétation apparaît, d'après la ministre, comme « un précieux secours face à l'érosion car, les végétaux ont pour principale vertu d'améliorer la fixation et la perméabilité des sols. »

Rappelons que face aux phénomènes liés aux changements climatiques, la riposte des pouvoirs publics se traduit, depuis quelques années, par la mise en œuvre de certaines initiatives telles que le projet Aménagement des bassins versants et stratégies de lutte contre l'érosion hydrique.

Le Programme national d'afforestation et de reboisement, lancé en novembre 2001, met également à contribution les plantations pour augmenter le couvert végétal national comme moyen de lutte contre les érosions, d'autant plus qu'il se fixe comme objectif de semer un million d'hectares de plantations multi-usages.

Lopelle Mboussa Gassia



SOLLICITATION DE MANIFESTATIONS D'INTERET N°011 / DURQuaP / 2019
REPUBLICQUE DU CONGO
PROJET DE DEVELOPPEMENT URBAIN ET DE RESTRUCTURATION
DES QUARTIERS PRECAIRES (DURQuaP)

EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DU CONTRÔLE-SUPERVISION DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION DU MARCHÉ SOUKISSA (ARRONDISSEMENT 5: OUENZÉ) À BRAZZAVILLE.

N° de Prêt: BIRD 8588-CG
N° de référence: CG-DURQuaP-067-SC-QC

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant « Contrôle – supervision des travaux de réhabilitation du marché Soukissa (Arrondissement 5 : Ouenzé) à Brazzaville ».

2. Les services de consultant (« Services ») sans être exhaustifs, consistent à :

- Coordonner le chantier en vue d'assurer l'avancement normal et rationnel des travaux ;
- Délivrer toutes les autorisations écrites (journal de chantier et cahier de chantier) pour tout commencement et reprise des opérations de mise en œuvre prévues au marché ;
- Elaborer toute solution technique alternative en vue de résoudre un problème nouveau qui pourrait se présenter, ou compléter le cas échéant les documents contractuels en collaboration étroite avec la CEPDUR-QuaP ;
- Contrôler le respect des conditions administratives et techniques au marché y compris les plannings d'exécution des travaux fournis par l'entreprise ;
- Contrôler l'application des mesures de protection de l'environnement prévues au marché travaux afin d'éviter les impacts négatifs des activités de réhabilitation.

3. La Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral / Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP) invite les firmes de consultants (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont : (i) qualifications pour exécuter les services pressentis (références de l'exécution de contrats analogues, etc.) ; (ii) capacités techniques et en personnel (personnel permanent) ; (iii) domaines d'intervention ainsi que les années d'expériences et les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les firmes ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculum vitae.

4. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » édition de janvier 2011, révisé en juillet 2014, (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

5. Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.

6. Un Consultant sera choisi selon la méthode « Qualification de Consultants « QC » telle que décrite dans les Directives de Consultants.

7. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

8. Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par facsimile ou par courrier électronique au plus tard le 18 novembre 2019 à 10 h 00 (heures locales)

Secrétariat DURQuaP

A l'attention du Coordonnateur

Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, 5ème étage Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya) ; Croisement Route de la Base militaire avec le Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO ; BP : 14 729

Brazzaville – République du Congo.

Tél: 22 613 90 36 / (+ 242) 05 776 90 57 / 06 667 22 29

Email: cepdurquapdgg@gmail.com

**Le Coordonnateur par intérim du Projet,
Le Spécialiste en passation des marchés du Projet,**

FOUAKAFOUENI Guy Arsène. -

EN VUE DU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA REALISATION DE DEUX (02) NOTICES D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (NIES) RELATIVE AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DES RESEAUX EAU ET ELECTRICITE A BRAZZAVILLE ET A POINTE-NOIRE

N° de Prêt: BIRD 8588-CG

N° de référence: CG-DURQuaP-054-SC-QC

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant « Deux (02) Notices d'Impact Environnemental et Social (NIES) relative aux travaux de réhabilitation des réseaux eau et électricité à Brazzaville et à Pointe-Noire ».

2. Les services de consultant (« Services ») consistent à identifier et à analyser les impacts tant positifs que négatifs possibles sur l'environnement et la population que pourraient engendrer les travaux de réhabilitation des réseaux eau et électricité dans les quatre (04) quartiers cibles du projet (Moukoundzi-Ngouaka et Soukissa à Brazzaville puis Tchiniambi 1 et Mboukou à Pointe Noire) d'une part, et d'autre part, de proposer des mesures de bonification des impacts positifs et de suppression, d'atténuation ou de compensation des impacts négatifs y relatifs.

3. La Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral / Projet de Développement Urbain et de Restructuration des Quartiers Précaires (DURQuaP) invite les firmes de consultants (« Consultants ») admissibles à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés

doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des Services. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont : (i) qualifications pour exécuter les services pressentis (références de l'exécution de contrats analogues, etc.) ; (ii) capacités techniques et en personnel (personnel permanent) ; (iii) domaines d'intervention ainsi que les années d'expériences et les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les firmes ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculum vitae.

4. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » édition de janvier 2011, révisé en juillet 2014, (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

5. Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.

6. Un Consultant sera choisi selon la méthode « Qualification de Consultants « QC » telle que décrite dans

les Directives de Consultants.

7. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes : du lundi au vendredi de 09 h à 14 h.

8. Les manifestations d'intérêt écrites doivent être déposées à l'adresse ci-dessous en personne, par courrier, par facsimile ou par courrier électronique au plus tard le 15 novembre 2019 à 10 h 00 (heures locales)

Secrétariat DURQuaP

A l'attention du Coordonnateur

Cellule d'Exécution des Projets en Partenariat Multilatéral, 5ème étage Immeuble Cheick TAMBADOU (à côté de l'Hôtel King Maya) ; Croisement Route de la Base militaire avec le Boulevard Denis SASSOU N'GUESSO ; BP : 14 729 – Brazzaville – République du Congo.

Tél: 22 613 90 36 / (+ 242) 05 776 90 57 / 06 667 22 29

Email: cepdurquapdgg@gmail.com

**Le Coordonnateur par intérim du Projet,
Le Spécialiste en passation des marchés du Projet,**

FOUAKAFOUENI Guy Arsène. -

CHÔMAGE DE LA JEUNESSE AFRICAINE

Le Pnud se dit inquiet de la situation

Le Centre de services régional pour l'Afrique de l'agence onusienne a publié, le 5 novembre, un rapport sur la question, appelant les gouvernements et responsables africains à mettre sur pied des stratégies efficaces pour y faire face.

Selon le document, l'Afrique est le continent le plus jeune de la planète, notamment avec près de 60% de sa population âgée de moins de 20 ans qui n'est pas toujours suffisamment prise en compte. Et, les opportunités économiques qui lui sont offertes par le continent sont souvent inadaptées. Ainsi, cette jeunesse se trouve généralement exclue sur le plan social ou politique et est en chômage.

« Si l'on n'y remédie pas à ce problème, il sera impossible d'atteindre les Objectifs de développement durable de l'ONU », souligne en première ligne le rapport, en signifiant que le Centre de services régional pour l'Afrique du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) veut changer cela pour aider la communauté internationale à remplir la mission première des Objectifs de développement durable afin de ne laisser personne sur le bord de la route.

Parlant de la nécessité et de

l'importance pour les Etats de multiplier les stratégies pour contrer ce problème, l'experte précise que c'est dans ce cadre qu'il a été créé un indice d'exclusion socioéconomique et politique de la jeunesse intitulée «socioeconomic and political disengagement index (le SPDI) ». Il est constitué de certains indicateurs de même poids, à savoir l'éducation, les revenus, la participation élec-

du Sud, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

L'élargissement des libertés, un atout majeur pour l'intégration de la jeunesse

Evoquant l'impact qu'auront les jeunes sur l'économie et la politique d'ici à 2050 s'ils ne sont pas pris en compte, le rapport souligne que lorsque les jeunes sont impliqués dans la société, ils jouent un rôle éco-

nomique et politique important. Car, ils sont plus productifs, contribuent à la stabilité et au développement de leur pays. « Au Mali, par exemple, l'intégration des jeunes a connu

des pics en 2001, 2005 et 2008. Dans la période de douze ans, le pays a été classé comme libre, notamment en termes de libertés politiques et civiles. En 2012, il a été classé comme non libre, ce qui a fait que l'intégration de la jeunesse avait reculé de 7%. Mais le pays a regagné ces 7% en 2016, notamment trois ans après avoir été classé comme partielle-
à construire une économie forte, diversifiée et protégée contre la volatilité du prix des matières premières. Car, c'est l'un des facteurs qui font que les progrès en faveur du développement, de l'intégration politique et socioéconomique des jeunes soient trop lents. « Il faudra encore au moins quarante années pour que la proportion des jeunes inactifs baisse de 50%. L'exclusion prolongée des jeunes pourrait générer une instabilité sociale et politique. D'autant plus que, selon la Banque mondiale, c'est le chômage qui motive 40% des jeunes qui rejoignent les mouvements de rébellion », note le document. Le texte ajoute que pour les Etats africains et leurs partenaires internationaux, il est important d'améliorer l'intégration politique et socioéconomique des jeunes pour atteindre les ambitions de développement.

Rock Ngassakys

« Il faudra encore au moins quarante années pour que la proportion des jeunes inactifs baisse de 50%. L'exclusion prolongée des jeunes pourrait générer une instabilité sociale et politique. D'autant plus que, selon la Banque mondiale, c'est le chômage qui motive 40% des jeunes qui rejoignent les mouvements de rébellion »

torale et à des manifestations. Fondé sur des données issues de l'Afrobaromètre, cet indice couvre actuellement douze pays : le Botswana, le Ghana, le Lesotho, le Malawi, le Mali, la Namibie, le Nigeria, l'Afrique

ment libre », explique le rapport, avant de reconnaître que le manque de liberté n'est pas le seul obstacle à l'intégration politique et socioéconomique des jeunes. Il y a aussi l'échec prolongé des pays africains

DON DE SANG

Les agents du ministère de la Jeunesse participent à l'élan de solidarité

L'acte a été posé le 5 novembre, au Centre national de transfusion sanguine (CNTS), à l'occasion de la Journée africaine de la jeunesse.

« Nous avons voulu mobiliser les jeunes autour de cet acte d'altruisme pour aider tous ceux qui souffrent aujourd'hui dans les hôpitaux et qui meurent parce qu'ils manquent du sang », a indiqué le directeur de cabinet de la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Mathieu Mouloungui, expliquant l'intérêt de leur initiative.

Appréciant le geste, le directeur du centre interdépartemental de transfusion sanguine de Brazzaville, Dieudonné Okemou, a déclaré :

« Un sang donné, c'est une vie de sauvée »

« Il faut savoir que ce n'est pas la première fois qu'ils le font ; c'est déjà pour la deuxième fois, et cela vraiment nous enchante beaucoup, d'autant plus que nous cherchons à trouver des partenaires qui nous restent fidèles, et le ministère de la Jeunesse en est un ».

Dieudonné Okemou a, par ailleurs, souhaité que cela interpelle les autres structures ministérielles, les directions, etc., car le besoin de sang, a-t-il dit, est énorme. Nombreux patients dans les hôpitaux, a-t-il ajouté, ont besoin de sang, malheureusement le nombre de donateurs ne fait que baisser. Le directeur du centre interdépartemental de transfusion sanguine de Brazzaville estime que la meilleure des choses serait qu'il y ait cette volonté de chacun à faire le don, qu'il y ait des réserves de telle sorte que dès qu'un besoin se fait sentir, qu'une réponse soit trouvée.

« Un sang donné, c'est une vie de sauvée », a indiqué l'un des donateurs, Achille Moundanga.

Guillaume Ondzé

FORUM DE L'ORIENTATION ET DES ÉTUDES

Trois jours d'intenses activités

Organisée par Campus France, Institut français du Congo (IFC), et Total Congo, en partenariat avec les ministères de l'Enseignement national, la quatrième édition de ce forum aura lieu du 6 au 8 novembre à Brazzaville, après celle de Pointe-Noire deux jours auparavant.

Le forum de l'orientation et des études en France et au Congo débute le 6 novembre, sur le thème « C'est en étudiant que j'ai réalisé mon rêve ». Au programme, des conférences, présentations de filières, ateliers d'orientation, en présence d'établissements d'enseignement supérieur français et congolais ainsi que de nombreuses entreprises et organisations non gouvernementales (ONG).

A l'issue de la cérémonie officielle, les participants plongeront dans les ateliers. Il y aura «Les formations scientifiques» dirigées par IMT Mines Albi, Université Poitiers, dans la salle Savorgnan ; « Les métiers de la sécurité et de la défense» (Mission de coopération et de défense, Armée du salut), «L'insertion professionnelle au Congo» (Ministère de l'Enseignement supérieur). Les activités se poursuivront par les enseignements sur « Les métiers du pétrole », donnés par Total, « Les métiers de la santé » par des médecins, et ceux de «l'aviation» seront pris en charge par Sim Aerospace. Le public sera informé également de la procédure à suivre pour des études en France.

D'autres ateliers porteront sur «Les métiers de la logistique et de l'aéroportuaire»

(Congo Terminal, Bolloré, Ragec, Aérco) ; sur « Les métiers du numérique» (IFIS NTS). ITM Mines Albi va, quant à lui, animer l'atelier sur «Se préparer aux études d'ingénieur». «Atelier d'orientation» et «Rédiger son CV et sa lettre de motivation» sont des thèmes qui seront abordés par Campus France (le second par des inscriptions). L'atelier aura lieu dans la salle Campus France, et les stands seront implantés dans le hall pour les visites. La journée sera clôturée par les ateliers sur «Les métiers de la finance» par la Société générale, sur «Réussir un entretien de sélection», par Excelia Group.

A la deuxième journée les participants suivront des ateliers sur «Les formations de l'agroforesterie et de l'agroalimentaire», «Poursuivre ses études à l'université» ; «Les métiers du bois», etc.

La dernière journée sera marquée par des ateliers en «Formations en management»; «Les formations en ligne»; «Les métiers de l'enseignement»...

La cérémonie de clôture de ce forum, qui sera animée par Juste Parfait et Weifara Kaya, interviendra en début d'après-midi du 8 novembre.

Bruno Okokana
et Destin Kelly Bouka (stagiaire)

AVIS DE RECRUTEMENT

Membre d'un Groupe International et important Etablissement financier de la place, recherche pour son siège à Brazzaville, un Responsable de sa cellule de Communication institutionnelle.

MISSIONS :

La Cellule de communication institutionnelle a pour mission de proposer la politique, la stratégie et les moyens nécessaires à la bonne gestion et au pilotage de la communication institutionnelle de l'Etablissement, de manière à véhiculer la meilleure image possible, reflétant les valeurs et le niveau de performance de l'Institution. Elle est notamment chargée d'organiser des événements et manifestations visant la promotion de l'image de marque de l'Institution.

ACTIVITES DU POSTE :

Sous la responsabilité du Secrétaire Général, le Responsable de la Cellule de Communication institutionnelle aura pour missions:

- Définir, en concertation avec le Directeur Général, la stratégie globale de l'établissement en matière de communication et mettre en œuvre des actions de communication institutionnelle vers les différents publics ;
- Proposer et faire valider le plan de communication annuel, ainsi que le budget associé, visant la promotion de l'image et de la marque de l'Institution ;
- Définir les cibles et les priorités en cohérence avec la stratégie et les missions de l'établissement ;
- Assurer la responsabilité hiérarchique et organisationnelle de l'équipe ;
- Animer et coordonner les relations (interface) avec les médias au mieux des intérêts de l'Institution ;
- Assurer une veille informationnelle pour identifier toutes informations touchant l'Institution et proposer une action pertinente et adaptée ;
- Identifier à l'échelle nationale et sectorielle des rendez-vous majeurs et à fort impact institutionnel, et proposer la participation de l'Institution ;
- Evaluer les actions de communication et leur pertinence en consolidant la remontée des informations et actions auprès de la hiérarchie ;
- Participer activement au comité de direction...

QUALIFICATIONS REQUISES :

De formation par BAC + 5 en communication ou

autre spécialité avec une expérience en communication de 3 à 5 ans, vous avez des compétences dans le métier de la communication et une expérience en management. La maîtrise de la langue anglaise serait un atout.

COMPETENCES :

1)- Savoirs généraux

- Bonne connaissance des théories et des concepts de communication institutionnelle ;
- Bonne connaissance des technologies de communication et multimédia (imprimerie, édition, audiovisuel, multimédia, PAO, web, réseaux sociaux...) et des panels internet ;
- Bonne connaissance des règles déontologiques, éthiques et contraintes juridiques et réglementaires du domaine de l'information (droit au respect de la vie privée, copyright, droits d'auteurs) ;
- Bonne connaissance de l'environnement institutionnel et des problématiques de la banque ;

2)-Savoir-faire opérationnels :

- Elaborer un plan de communication annuel ainsi que le budget associé ;
- Préconiser des actions ou approches de communication pertinente en lien avec les orientations stratégiques de l'Institution ;
- Concevoir, faire valider et assurer le suivi des différents supports de communication institutionnelle ;
- Planifier l'activité et élaborer un tableau de bord de pilotage pour le suivi et le reporting ;
- Hiérarchiser les priorités et gérer les urgences ;
- Evaluer et mesurer les retombées des actions ou supports de communication ;
- Rédiger, recueillir, vérifier, sélectionner, actualiser et prendre l'approbation des informations et contenus à diffuser ;
- Rédiger des procédures pertinentes pour le meilleur encadrement de l'activité et des interactions ;
- Motiver, mobiliser et fédérer ses équipes ;
- Capacité à conduire et animer une réunion et capacité à gérer un projet.

Si vous correspondez au profil, soumettez-nous votre candidature à l'adresse suivante : frecrutement2018@gmail.com

La date de clôture de dépôt des candidatures est fixée au 15 novembre 2019.

ACCORD DE PARIS SUR LE CLIMAT

Les Etats-Unis officialisent leur sortie

Washington a formellement notifié les Nations unies de son intention de se retirer du texte, décidée depuis 2017 par le président américain, Donald Trump, a annoncé, le 4 novembre, le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo.

« Aujourd'hui, les Etats-Unis entament le processus de retrait de l'accord de Paris. Conformément aux termes de l'accord, les Etats-Unis ont soumis une notification formelle de leur retrait aux Nations unies. Le retrait sera effectif un an après la notification », a indiqué le secrétaire d'Etat dans un communiqué. Il a de nouveau invoqué « le fardeau économique injuste imposé aux travailleurs, entreprises et contribuables américains par les engagements pris par les Etats-Unis dans le cadre de l'accord ».

Pour Washington, la raison du retrait officialisé est donc qu'il considère l'accord injuste pour lui, bien que la philosophie du texte soit que les pays fixent librement leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Barack Obama, le prédécesseur de l'actuel président américain, était, d'ailleurs, moins ambitieux que d'autres chefs d'Etat à ce sujet. Mike Pompeo a présenté, en outre, son pays comme un bon élève de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre, et promis que les autorités américaines continueraient de « proposer un modèle réaliste et pragmatique dans les discussions internationales sur le climat ». Il

a précisé: « Nous continuerons de travailler avec nos partenaires internationaux pour renforcer la résilience face aux conséquences du changement climatique », ajoutant : « Comme par le passé, les Etats-Unis continueront de promouvoir la recherche, l'innovation et leur croissance économique tout en réduisant les émissions et en tendant la main à nos amis et partenaires à travers le monde ».

L'annonce de l'officialisation du retrait des Etats-Unis est faite maintenant parce que cette étape-clé ne pouvait intervenir plus tôt en raison d'une clause inscrite dans l'accord. En effet, selon le texte négocié fin 2015 par Barack Obama, aucun pays ne pouvait sortir avant le troisième anniversaire de son entrée en vigueur, le 4 novembre 2016. En outre, le délai d'un an doit être observé pour repousser la sortie effective au lendemain de la prochaine élection présidentielle américaine, dans laquelle Donald Trump brigue un nouveau mandat. Cela revient à dire que les délégations américaines vont encore participer aux grands sommets climatiques de l'ONU, à commencer par la « COP » de décembre, en Espagne, selon le département d'Etat.

Si les conservateurs américains ont salué l'annonce du retrait de leur pays, la présidente de la chambre basse du Congrès, Nancy Pelosi, y a plutôt vu « une nouvelle décision antiscience (...) qui vend l'avenir de notre planète et de nos enfants ».

Réagissant à ce retrait, la France a de son côté dit « regretter » cette décision américaine, ajoutant qu'elle était toutefois « attendue ». Quant au président du World Resources Institute, Andrew Steer, il a dit l'avoir mal accueillie : « Elle est mue par une vision obsolète datant du siècle précédent, quand on croyait que l'action climatique était coûteuse et détruirait des emplois ».

Le 1er juin 2017, le président américain avait déclaré : « L'heure est venue de quitter l'accord de Paris ». Son pays est le seul Etat à se désengager de ce texte signé par cent quatre-vingt-dix-sept pays, dont la Corée du Nord. Malgré cela, les Américains continuaient d'occuper leur siège dans des rencontres internationales sur le climat, pour influencer les discussions techniques autour de l'application concrète de l'accord, dans le cas où, un jour, leur pays pourrait le réintégrer.

Nestor N'Gampoula

SAHEL

Les forces européennes vont fédérer en soutien aux armées des pays de la région

La ministre française des Armées, Florence Parly, a exprimé, le 5 octobre, la volonté de renforcer le soutien aux forces maliennes et celles d'autres Etats de la zone grâce aux alliés européens de la France, dans le difficile combat contre les djihadistes. C'était à Bamako, dernière étape de sa tournée sahélienne de deux jours, après le Tchad et le Burkina Faso.

S'exprimant devant quelques journalistes après avoir été reçue par le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, Florence Parly a reconnu que « la situation sécuritaire était évidemment difficile ». Pour ce faire, elle a laissé entendre que le souhait de la France est de « pouvoir encore, s'il était possible, renforcer » l'appui aux forces armées de la région. La ministre faisait allusion à l'effort entrepris par son pays pour convaincre ses partenaires européens d'envoyer des forces spéciales au Sahel pour qu'elles participent, dans le rôle de mentors, à l'accompagnement au combat des armées nationales au Sahel, à commencer par l'armée malienne.

« Le combat contre le terrorisme est un combat de longue haleine. Une guerre ne s'évalue pas à chacune des batailles qui est menée », a estimé Florence Parly, après avoir fait part au chef de l'Etat malien de la « détermination » française d'en découdre avec les insurgés. « Rien ne serait pire que de donner raison aux terroristes en baissant la garde », a souligné Florence Parly, qui a évoqué de « grands progrès » accomplis pour combattre les terroristes.

Au Mali, les violences djihadistes persistent dans la partie nord, six ans après l'intervention de l'opération militaire française Serval. Elles se sont propagées vers le centre du pays ainsi qu'au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits intercommunautaires qui ont fait des centaines de morts. Et de nos jours, les armées de ces Etats semblent incapables d'enrayer la progression des attaques malgré l'appui de troupes étrangères, notamment des militaires français.

A N'Djamena, au Tchad, première étape de sa tournée, la ministre française des Armées a prôné la patience dans la guerre contre les djihadistes et annoncé le coup d'envoi d'une opération de la force française Barkhane dans la zone des trois frontières Burkina-Mali-Niger. « Nous mettrons du temps à vaincre ces groupes qui prospèrent sur les difficultés sociales et économiques des pays sahéliens », a-t-elle déclaré au Centre opérationnel interarmées de la force Barkhane.

« Notre engagement au Sahel reste une priorité pour la France »

« C'est un combat dans lequel il faut faire preuve de patience. Barkhane ne s'enlise pas. Barkhane s'adapte en permanence (...), il faudra encore du temps pour construire cette résilience des forces locales. Notre engagement au Sahel est et reste une priorité pour la France », a relevé la ministre.

Dans la capitale tchadienne, Florence Parly a rencontré le président Idriss Déby Itno. Leur échange auquel a participé le ministre tchadien de la Défense a permis d'évoquer la situation régionale, l'engagement du Tchad pour la sécurité au Sahel ainsi que la coopération franco-tchadienne. « Nous avons évoqué la situation régionale en particulier sous l'angle sécuritaire. J'ai également eu la possibilité de partager avec le président, au-delà des événements tragiques des derniers jours, les progrès qui ont été réalisés dans la lutte contre le terrorisme, des progrès qui sont le fait de la collaboration très efficace entre Barkhane et les forces armées burkinabè », a-t-elle indiqué. La ministre s'était ensuite rendue à Ouagadougou où elle a rencontré le président Roch Marc Christian Kaboré.

La situation est aussi critique au Burkina Faso, voisin du Mali, qui est pris depuis près de cinq ans dans une spirale de violences attribuées à des mouvements terroristes, dont certains sont affiliés à Al-Qaïda et d'autres au groupe Etat islamique. C'est pour cela que depuis 2016, deux cent quatre militaires burkinabè ont péri lors d'attaques djihadistes, qui ont fait au moins six cent trente morts civils et militaires selon plusieurs sources. La visite de la ministre française est intervenue dans un contexte sécuritaire régional très dégradé, marqué par la mort, le 2 novembre, au Mali, du brigadier-chef Ronan Pointeau de l'opération Barkhane. L'attaque des insurgés qui s'était soldée par la mort du soldat français avait eu lieu près de la frontière du Niger, au lendemain d'un autre assaut dans la même région contre une base militaire malienne qui a fait quarante-neuf morts. La pose de l'engin artisanal qui avait tué le brigadier français a été revendiquée par le groupe Etat islamique au Grand Sahara, de même que l'attaque la veille contre la base des forces armées maliennes. Le Tchad est un partenaire historique de la France et joue un rôle prépondérant dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Quant à N'Djamena, la capitale, elle accueille le poste de commandement de l'opération Barkhane qui s'étend au Niger, au Mali, au Burkina Faso et à la Mauritanie.

Après le succès de l'opération Serval en 2013, les troupes françaises sont engagées depuis 2014 dans la montée en puissance des armées du G5 Sahel qu'elles accompagnent dans la lutte contre la menace terroriste. Leur effectif dans la bande sahélo-saharienne est estimé à quatre mille cinq cents militaires.

N.N'G.

croix-rouge française
PARTOUT OÙ VOUS AVEZ BESOIN DE NOUS

Avis de Recrutement : 2 Superviseurs VIH-Sida et Tuberculose

La Délégation de la Croix-Rouge française en République du Congo, procède au recrutement de Deux (02) superviseurs, dans le cadre du projet « d'appui à la prise en charge du VIH et de la Tuberculose (TB) en République du Congo, financé par le Fonds Mondial de lutte contre le VIH-Sida et de la Tuberculose (TB) et le Paludisme sur le Nouveau Cycle de Financement.

Lieu d'affectation : Brazzaville, avec possibles déplacements à l'intérieur du pays
Durée du contrat : 12 mois (une année) renouvelable selon disponibilité de financement
Statut : Salarié à temps plein

Objectifs :

Au sein de l'équipe UOP et sous la supervision de la Chargée VIH/TB, les superviseurs VIH/TB travailleront avec les sites de prise en charge intégrant la coïnfection VIH/TB, la Prise en charge médicale du VIH et/ou de la TB dans le cadre de la mise en œuvre du programme « Projet d'appui à la prise en charge du VIH/SIDA et de la tuberculose au Congo », financé par le fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Ils/elles vont s'assurer de la qualité de l'offre des services aux bénéficiaires conformément aux normes et standards nationaux dans la mise en œuvre des activités de prise en charge du VIH et de la TB.

Tâches et Responsabilités principales

Visites régulières des sites de Prise en charge

- Assurer le suivi hebdomadaire de la prise en charge correcte dans les sites de prise en charge du VIH/TB
- Assurer une supervision mensuelle des activités des sites de prise en charge du VIH/TB
- Pendant le suivi, former les agents au remplissage et à la collecte de données et leur agrégation
- Élaborer chaque mois le rapport de supervision avec des plans de résolution des problèmes ; etc.

Collecte des données et rapportage

- S'assurer de la tenue correcte et régulière des supports de collecte de données des programmes VIH et TB
- Participer aux missions conjointes avec PNLS et le PNLT de contrôle de la qualité des données
- Assurer la qualité des données VIH/TB collectées dans les FOSA en vue de production des rapports de qualité.
- Participer à la rédaction des rapports semestriels et annuels d'avancement des activités dans le cadre de la subvention ;

Profil de Poste :

Niveau d'études :

- Médecin ou Infirmier Diplômé d'état
- Formation dans le domaine de la lutte contre la TB et ou VIH ; Expérience dans la prise en charge de la TB et ou VIH

Expérience exigée :

- Au moins 3 ans d'expérience récente comme superviseur de programme d'appuis au système de santé sur financement de bailleurs de fonds internationaux.
- Expérience dans le domaine de lutte contre le VIH et la tuberculose ; Expérience significative dans le domaine du RSS ; Expérience dans l'appui au système de santé du niveau national et intermédiaire ; Avoir des connaissances des procédures et directives du Fonds mondial est un atout ; Bonne connaissance de l'outil informatique

Personnalité :

Très bon esprit d'analyse, de synthèse et d'équipe ; souple, apte au voyage à l'intérieur du pays et à travailler sous stress. Très bonnes capacités relationnelles et d'écoute, organisé et rigoureux.

Le dossier de candidature devra comprendre un CV, une lettre de motivation, copie(s) légalisé(s) du(des) diplôme(s), certificat(s) de travail. Les originaux du(des) diplôme(s) et certificat(s) de travail devront être présentés sans exception le jour de l'entretien de recrutement.

Les dossiers seront à déposer à la délégation de la Croix-Rouge française, sous pli fermé, à l'attention du Coordinateur Ressources Humaines avec la mention " Candidature au poste de « Superviseur VIH/TB », ou à envoyer par e-mail aux adresses : rhco-congo.frc@croix-rouge.fr et rh-congo.frc@croix-rouge.fr au plus tard le 15 novembre 2019 à 16h30.

Nous rappelons à tous que les dossiers des candidats non retenus ne seront pas restitués. Les dossiers ne doivent pas être constitués par les originaux des différents documents demandés. Seuls les candidats sélectionnés pour un test seront contactés. **Les candidatures féminines sont vivement encouragées**

Brazzaville, le 31 octobre 2019

Pius RAMAZANI
Coordinateur Ressources Humaines



SAHAM ASSURANCE AUTO

En cas de panne ou d'accident, nous sommes à vos côtés.

Quel que soit votre type de véhicule, bénéficiez d'offres adaptées à vos besoins. En cas de choc ou de panne, le constat, le remorquage et la voiture de remplacement sont gratuits. Pour plus de renseignements, rendez-vous dans l'une de nos agences.

ASSISTANCE
05 053 58 58

www.sahamassurance.cn



SAHAM
Assurance

member of  Sanlam group

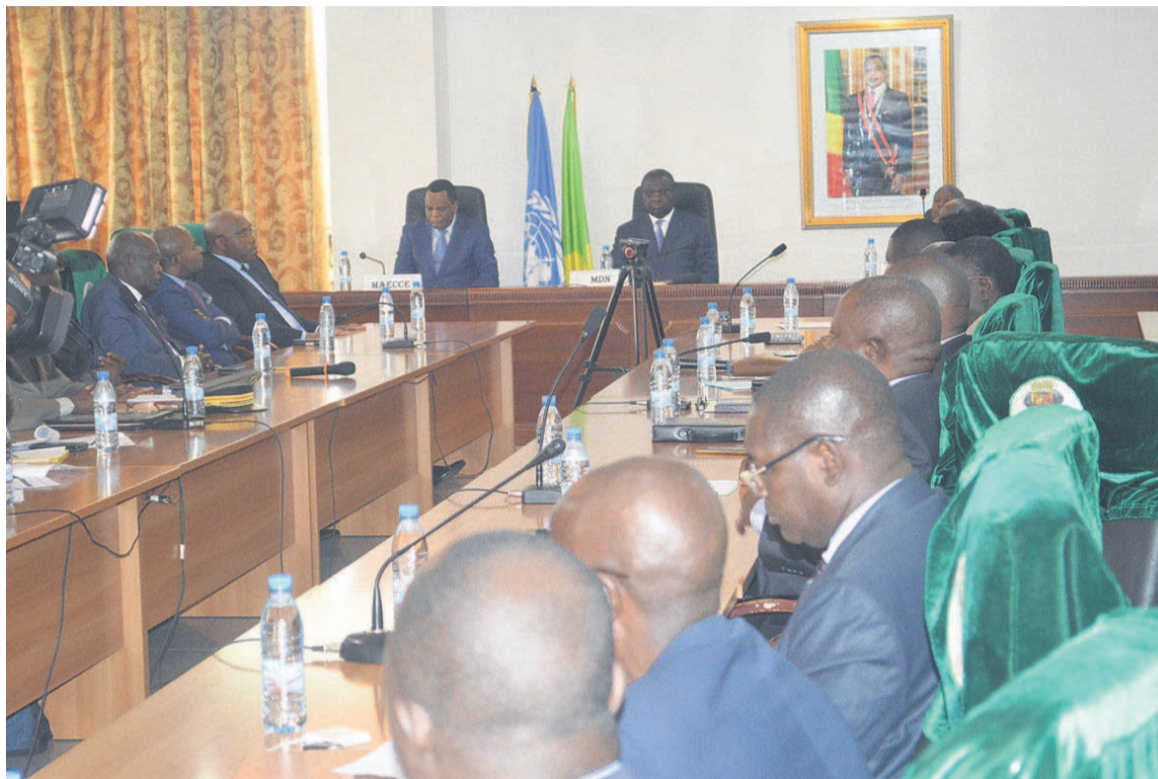
CIRCULATION ILLICITE DES ARMES

Les experts examinent la question

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a ouvert, le 5 novembre à Brazzaville, un atelier de renforcement des capacités des acteurs œuvrant dans la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (Alpc).

L'atelier de deux jours va permettre l'examen de plusieurs questions. Les participants réfléchiront notamment sur la préparation des réunions de revue, la définition d'objectifs nationaux, les nouvelles approches de gestion des armes et des munitions, la considération du genre dans les démarches de contrôle des armes ainsi que la synergie entre les initiatives et instruments globaux, régionaux et nationaux.

Selon le ministre Charles Richard Mondjo, les Alpc sont une catégorie d'armes relativement facile à se procurer. On en compterait cent millions en circulation



Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo présidant les travaux

en Afrique, alimentant la violence, les trafics illicites, le braconnage, la piraterie maritime et fluviale, et entravant la sécurité des personnes et de biens.

« Le caractère transnational du trafic des Alpc et l'usage qui en est fait par les groupes criminels organisés font de la lutte contre ce fléau un enjeu majeur pour le continent, et imposent donc la résolution dudit fléau dans une approche régionale », a-t-il signifié.

La prolifération des armes, non seulement à l'intérieur des pays africains mais aussi à travers les frontières, constitue un défi à relever sur le chemin de la paix, de la stabilité et de la sécurité durable sur le continent.

Notons que cet atelier de renforcement des capacités des acteurs étatiques et de la société civile travaillant dans la mise en œuvre de la convention de l'Afrique centrale pour le contrôle des Alpc, encore appelée convention de Kinshasa, est organisé par les Nations unies, en partenariat avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale. Il est le quatrième du genre après celui du Cameroun, du Tchad et de la République centrafricaine.

Rude Ngoma

« Le caractère transnational du trafic des Alpc et l'usage qui en est fait par les groupes criminels organisés font de la lutte contre ce fléau un enjeu majeur pour le continent, et imposent donc la résolution dudit fléau dans une approche régionale »

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE DU 04 AU 10 NOVEMBRE

MARDI 05 NOVEMBRE
 18H00 CINEMA ITINERANT : MINGA ET LA CUILLERE CASSEE (A ST PIERRE CLAVER)
 18H30 CINE-CLUB : AMAL

MERCREDI 06 NOVEMBRE
 09H00 FORUM DE L'ORIENTATION ET DES ETUDES EN FRANCE ET AU CONGO
 19H00 MERCREDI A LA CAFET' : CHERIFF BAKALA

JEUDI 07 NOVEMBRE
 09H00 FORUM DE L'ORIENTATION ET DES ETUDES EN FRANCE ET AU CONGO

VENDREDI 08 NOVEMBRE
 09H00 FORUM DE L'ORIENTATION ET DES ETUDES EN FRANCE ET AU CONGO

SAMEDI 09 NOVEMBRE
 18H00 CONCERT : CHŒUR LE ROSAIRE

DIMANCHE 10 NOVEMBRE
 17H30 DIMANCHE A LA CAFET : LES BANTOUS DE LA CAPITALE

FORUM DE L'ORIENTATION ET DES ETUDES EN FRANCE ET AU CONGO
 06, 07 ET 08 NOVEMBRE BRAZZAVILLE
 INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

"C'est en étudiant que j'ai réalisé mon rêve"

ENTRÉE LIBRE

Pour plus d'info veuillez consulter notre agenda du mois sur www.institutfrancais-congo.com

FORUM DE L'ORIENTATION ET DES ETUDES EN FRANCE ET AU CONGO
 06, 07 ET 08 NOVEMBRE BRAZZAVILLE
 INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

"C'est en étudiant que j'ai réalisé mon rêve"

PROGRAMME BRAZZAVILLE

MERCREDI 6 NOVEMBRE Animation : Juste Parfait et Weifara Kaya

	SALLE SAVORGNAN	SALLE GIDE	SALLE ATELIERS	CAMPUS FRANCE	HALL
9H00	OUVERTURE OFFICIELLE				
10H30	LES FORMATIONS SCIENTIFIQUES IMT Mines Albi, Université Poitiers	LES METIERS DE LA SECURITE ET DE LA DEFENSE Mission de la Coopération et de Défense, Armée congolaise	L'INSERTION PROFESSIONNELLE AU CONGO Ministère de l'Enseignement Supérieur		
11H30	LES METIERS DU PETROLE Total	LES METIERS DE LA SANTE Médecins	LES METIERS DE L'AVIATION SimAerospace		STANDS
13H00	PAUSE - LA PROCEDURE ETUDES EN FRANCE				
14H30	LES METIERS DE LA LOGISTIQUE ET DE L'AEROPORTUAIRE Congo Terminal, Bolloré, Ragec, AERCO	LES METIERS DE L'ENERGIE ET DE L'ENVIRONNEMENT Energie électrique du Congo			
15H30	LES METIERS DU NUMERIQUE OFIS NTS	SE PREPARER AUX ETUDES D'INGENIEURS IMT Mines Albi	ATELIERS D'ORIENTATION Campus France	REDIGER SON CV ET SA LETTRE DE MOTIVATION Campus France	STANDS
16H30	LES METIERS DE LA FINANCE Société Générale	REUSSIR EN ENTRETIEN DE SELECTION Excellia Group		SUR INSCRIPTION	
17H30					

ENTRÉE LIBRE

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO | CAMPUS FRANCE | TOTAL | EN PARTENARIAT AVEC LES MINISTRES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, PRIMAIRE, SECONDAIRE ET DE L'ALPHABETISATION, TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

OFFRE D'EMPLOI RESPONSABLE QHSE H/F

Dans le but de renforcer nos équipes, la Société SGE-C recrute un Responsable QHSE, vous exercerez les missions suivantes :

- Organiser les visites de sécurité de l'encadrement (DG/DAF)
- Evaluer et maîtriser tous les risques professionnels : conditions de travail, de sécurité des personnes et du matériel ou protection de l'environnement.
- Faire l'analyse des risques SST et impacts ENV avant démarrage chantier
- Etablir des plans et procédures HSE
- Accompagner et réaliser les audits
- Mettre en place et suivre le PAPA et PAEA
- Coordonner la réalisation de l'évaluation des risques professionnels pour la santé et la sécurité des salariés
- Gérer les EPIs
- Etablir les besoins en formation HSE (Plan de formation HSE)
- Gérer les situations d'urgence (Tests, Accident, déversement, etc.)
- Analyser les accidents et incidents
- Décider de l'arrêt des opérations si nécessaire tout en définissant les conditions de reprises d'activités et des actions correctives à mettre en place
- Suivre le système de management QHSE
- Définir un plan de surveillance des activités du chantier et réaliser les actions de surveillance
- Rédiger et mettre à jour du plan de prévention santé sécurité (PPSPS)
- Gérer des indicateurs sécurité environnement
- Aider à préparer les chantiers en sécurité
- Assurer le suivi des vérifications périodiques et des contrôles réglementaires
- Assurer la veille réglementaire sur les lois en vigueur dans le pays
- Etre le garant, aider à la mise en place du SMI
- Sensibiliser les équipes à la démarche et au respect des procédures QHSE

De formation Bac +5, en QHSE, vous justifiez d'au moins 3 à 5 ans d'expérience dans un poste similaire. Vous êtes autonome et rigoureux, vous avez un esprit d'analyse et une bonne maîtrise des communications orales et écrites, de bonnes capacités de négociation, et un esprit collaboratif.

Pour postuler, merci d'envoyer un CV et une lettre de motivation à l'adresse mail suivante : recrutement_sgec-c@vinci-construction.com

**CONGO ENVIRONNEMENT SERVICES SOCIETE
PAR ACTIONS SIMPLIFIEES
AU CAPITAL SOCIAL DE 5.000.000 FE FRANCS CFA
SIEGE SOCIAL : ROUTE DE L'ABATTOIRE, SONGOLO
RCCM : CG/PNR/16 B 1323
POINTE-NOIRE - REPUBLIQUE DU CONGO**

Sur convocation du mandataire judiciaire, le 31 octobre 2019, il s'est tenue, à 15 heures à l'hôtel ELAÏS à Pointe-Noire, l'assemblée générale ordinaire annuelle de la société CONGO ENVIRONNEMENT SERVICES.

Après approbation des comptes de l'exercice 2018 et de l'affectation du résultat, l'assemblée générale a décidé de nommer, en qualité de Président de la société CONGO ENVIRONNEMENT SERVICES, Monsieur Ghislain DENIS en remplacement de Monsieur Joël GASPERMENT révoqué. Mention au RCCM du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire.

Le Président

IN MEMORIAM

Mme Onanga née Afoumboule Bernadette (Bé)
6 novembre 2002 - 6 novembre 2019



Colonel Onanga Jean-Pierre
7 juin 2019

Le temps passe, les souvenirs s'estompent,
les sentiments changent, les gens nous quittent,
mais le cœur n'oublie jamais.

CHANGEMENT DES NOMS

On m'appelle Lekouoni Dérich Morel. Je désire être appelée désormais : N'Gatala Dérich Morel. Toute personne justifiant d'intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (3).

On m'appelle Houronda Simbou Merveille Naomi, je désire désormais être appelée Manguilla Houronda Merveille Nahomi. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

On m'appelle Kanda Benjamin Jonathan, je désire désormais être appelé Ndila Benjamin Jonathan. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

On m'appelle Kanda Gloire Gracieuse, je désire désormais être appelée Ndila Gloire Gracieuse. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois (3) mois.

On m'appelle Bongolo Joseph, je désire être appelé désormais M' Bongolo Joseph. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois mois.

AVIS DE RECRUTEMENT

Le Groupe Yannick recherche :

- Une secrétaire
- Un conducteur de moto
- Adresse : 2549 avenue Charles de Foucault quartier cq 31 en face de l'hôtel Marina.
- Téléphone : 06 402 81 81

NÉCROLOGIE

Les familles Mafimba et Boleko ont la profonde douleur d'annoncer le décès de leur mère, soeur, tante et grand-mère, le 27 octobre 2019 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au n°74 de la rue Dahomey à Poto-Poto. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées, Philosophie, etc.

Un Espace culturel pour vos Manifestations
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.

Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble les Manguiers (Mpta), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-19h)
Samedi (9h-13h)

ART VISUEL

Zoom sur Brazza à travers une balade photographique

« Mbongui art photo » organisera, le 24 novembre, une balade photographique sur le thème « Les hommes forts de Brazzaville ». Capturer une image hors studio et emmener le public à s'approprier, voire valoriser la culture de la photographie, tel est le leitmotiv de ce rendez-vous.

Ouvert à tous, le rendez-vous n'exige aucun frais de participation si ce n'est se munir d'un appareil photo ou d'un smartphone, afin d'être dans le bain de la balade photographique. Les participants laisseront libre cours à leur imagination et leur talent pour capturer des scènes inédites qui, à long terme, pourront faire l'objet d'une exposition-photos collective.

Véritable zoom sur Brazza, cet événement compte mettre en lumière des citoyens (homme comme femme) qui œuvrent pour le bien de la capitale congolaise à travers des métiers du secteur informel. Il est un

stage qui permettra aux photographes professionnels et amateurs de développer le regard, l'instinct et la beauté de la photographie en pleine nature.

« La photographie est un métier évolutif et passionnant. Il invite à se réinventer au quotidien et à se dépasser. L'enjeu de la balade photographique que nous organisons, c'est aussi de faire ressortir ce que l'on ne remarque pas directement et de ressentir ce que l'on perçoit au-delà du regard. Pour certains, ce sera une première expérience photographique d'ensemble et surtout dans la rue. Venez

donc vivre un moment inoubliable qui pourra nourrir de grandes ambitions », a déclaré le collectif Mbongui art photo.

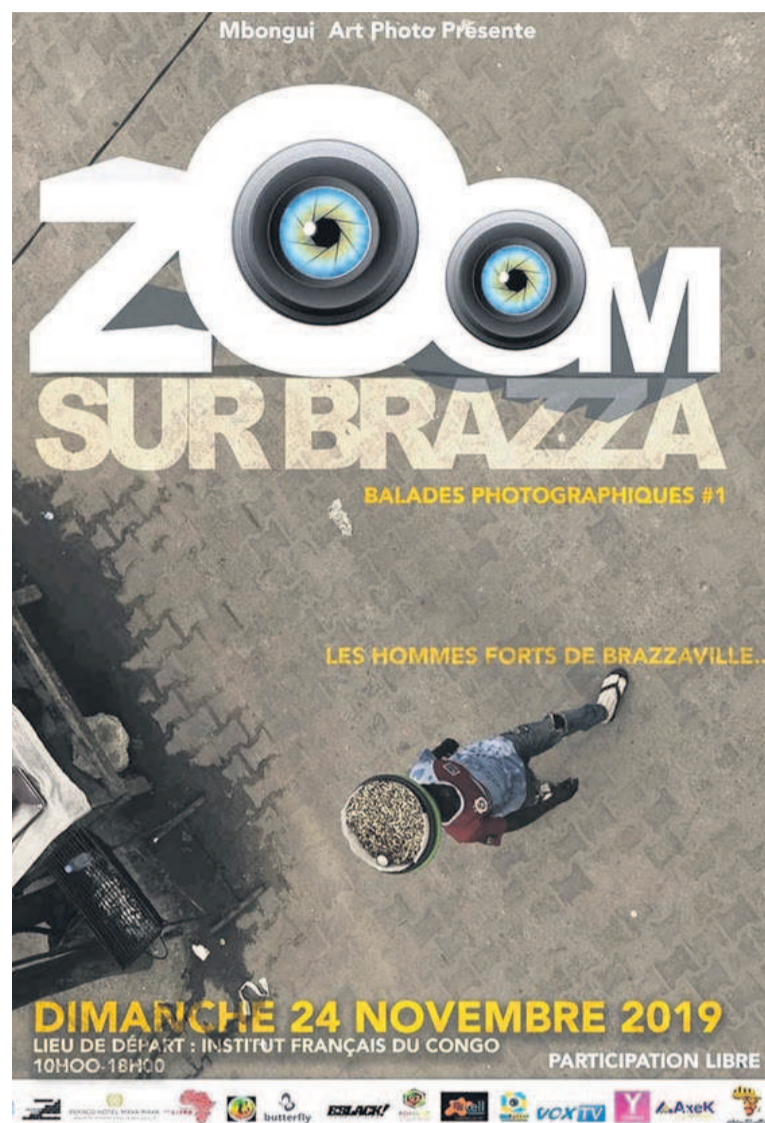
Cette balade se fera du matin au soir, en parcourant les rues de Brazzaville. Avec pour point de départ l'Institut français du Congo, celle-ci permettra, sans nul doute, aux participants de réinventer leur métier ou penchant pour cet art à travers des rencontres, échanges et prises de contacts. Pour de plus amples informations, visitez la page Facebook : Mbongui Art Photo.

Notons que depuis plusieurs décennies, la photographie insufflé une nouvelle vague de métiers visant à promouvoir l'art visuel. Ainsi, à travers ses activités, le collectif Mbongui art photo tente d'insérer la photographie congolaise sur les grandes scènes internationales d'arts contemporains.

A cet effet, plusieurs de ses membres participent de façon récurrente aux expositions et festivals hors du pays.

Merveille Atipo

« La photographie est un métier évolutif et passionnant. Il invite à se réinventer au quotidien et à se dépasser. L'enjeu de la balade photographique que nous organisons, c'est aussi de faire ressortir ce que l'on ne remarque pas directement et de ressentir ce que l'on perçoit au-delà du regard. Pour certains, ce sera une première expérience photographique d'ensemble et surtout dans la rue. Venez donc vivre un moment inoubliable qui pourra nourrir de grandes ambitions »,



ARCHIVES NATIONALES

Le personnel initié au processus de la numérisation

Une session de formation sur les techniques de numérisation à l'endroit des agents de la structure a eu lieu, du 28 octobre au 4 novembre, à l'Institut français du Congo de Brazzaville.

Animée par deux bénévoles de l'Association archivistes sans frontières, à savoir Vincent Bouilly et Marie Triot, la formation s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de financement, passée en juillet dernier entre le ministère de la Culture et des arts, et l'ambassade de France au Congo. Celle-ci est relative à la sauvegarde du patrimoine mémoriel de la République du Congo.

Les agents des archives nationales ont été ainsi formés à la maîtrise du processus de numérisation, en vue de leur permettre d'être capables de mener une politique de numérisation en toute autonomie, de faciliter les recherches et de valoriser le patrimoine archivistique congolais.

Cette session de formation, une première pour les agents des Archives nationales, constitue le point de départ



du projet de numérisation des archives de l'Afrique équatoriale française qui connaîtra sa phase d'exécution courant cette année. Il

s'est agi, au cours de la formation, de doter les participants des pré-requis essentiels de la numérisation et de les aider à se familiariser

aux outils de la numérisation, notamment le scanner, l'ordinateur et le disque dur. La formation a connu, outre les agents des Archives na-

tionales, la participation de ceux de la Bibliothèque nationale du Congo et des Archives municipales.

Bruno Okokana

ECHANGE CULTUREL ET TOURISTIQUE

Des créations liées aux « vieux remparts de Nanjing » exposées à Brazzaville

Du 31 octobre au 2 novembre, cinq membres du bureau municipal de la culture et du tourisme de Nanjing ont séjourné dans la capitale congolaise. Durant cette courte visite, la délégation a échangé avec le ministère de la Culture et des arts ainsi qu'avec une manufacture céramique congolaise, avant de la clore par une exposition de photos et de produits culturels et créatifs liés aux vieux remparts de cette cité.

Présentée à l'auditorium du rectorat de l'Université Marien- Ngouabi, l'exposition éphémère de photos et de produits culturels et créatifs liés aux vieux remparts de Nanjing s'articulait autour de plus d'une centaine d'œuvres chargées d'histoire. Inspirées de la tradition antique, ces œuvres abordent plusieurs thématiques, entre autres, l'architecture, l'histoire de la Chine, le bien-être, le vivre-ensemble.

« Après le passage mémorable d'une délégation de Nanjing à Brazzaville, en mai, nous sommes très heureux de recevoir encore d'autres amis, mais cette fois au travers d'une exposition de produits culturels et créatifs liés aux vieux remparts de Nanjing. Notre joie est d'autant plus grande que les échanges culturels entre le Congo et la Chine connaissent chaque jour un nouveau développement et mettent en lumière les excellentes relations qui existent entre nos deux pays », a déclaré Romain Pindou, directeur de cabinet par intérim du mi-



Le public explorant quelques œuvres de l'exposition liée aux vieux remparts de Nanjing

nistre de la Culture et des arts. Dans la Chine antique, les remparts, symbole de pouvoir, revêtaient une importance particulière pour une ville. La construction des remparts pour la cité de Nanjing s'est effectuée en 1368, après sa désignation en tant que capitale de la Dynastie des « Ming ». Les vieux

remparts de Nanjing étaient un chef-d'œuvre de l'architecture défensive dans la Chine antique, représentant, de nos jours, un patrimoine culturel important et une référence pour la ville.

« Aujourd'hui, ils ne servent plus d'obstacle, mais plutôt de trait d'union entre une ville et le monde extérieur;

entre différentes cultures. Nous sommes ravis de présenter les vieux remparts de Nanjing à la République du Congo, dans l'espoir de faire dialoguer les cultures chinoise et congolaise ainsi que les deux peuples », en pense Xie Senlong, chef de la délégation et directeur du service de développement in-

dustriel du Bureau municipal de la culture et du tourisme de Nanjing. Outre l'exposition, d'autres animations culturelles ont agrémenté cette cérémonie : chant, percussion, danse, quizz avec de nombreux lots remportés, dégustation de la cuisine chinoise.

Notons que la visite de la délégation de Nanjing s'inscrit dans le cadre de l'exécution des huit initiatives majeures (dont l'initiative pour les échanges culturels et humains) lancées par le président chinois, XI Jinping, lors du sommet Chine-Afrique et de l'accord de coopération entre les gouvernements congolais et chinois. Celle-ci fait suite à celle effectuée par un groupe de Nanjing, lors du 55e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la République du Congo et la République populaire de Chine. Dans la même optique, en décembre, une délégation composée d'une dizaine d'artistes congolais ira à Nanjing pour donner des spectacles.

Merveille Atipo

SEPTIÈMES JEUX MONDIAUX MILITAIRES

La délégation congolaise n'a pas démerité

Sixième au basketball, quatrième en athlétisme et cinquième à la boxe, telle est la moisson du Congo à l'issue de la grande compétition qui a réuni, du 18 au 27 octobre à Wuhan, en Chine, près de neuf mille trois cent huit militaires venus du monde entier.

Conduite par le colonel Prince Armand Ngoua, directeur de l'entraînement physique et sportif de l'état-major, la délégation congolaise a d'une manière ou d'une autre sauvé son honneur dans la compétition, en donnant le meilleur d'elle-même.

En basketball, la République du Congo a été représentée par l'équipe championne d'Afrique, Lions Sport. Placée dans le groupe A, elle a occupé la troisième place, derrière la Chine et les Etats-Unis. Les Congolais ont été, en effet, dominés par les Américains (champions du monde), 79-76, puis par les Chinois, 90-62. Leurs victoires devant la Mongolie et le Qatar qu'ils ont respectivement battu 74-72 et 60-49, dans les matchs de groupes, n'ont rien changé car ils ont perdu le match de classement contre la Grèce.

« Il fallait bien que nous participions. En osant, nous avons obtenu les résultats acceptables malgré le fait que nous n'avons pas atteint le



Quelques membres de la délégation congolaise

sommet, c'est-à-dire le podium. Nous avons beaucoup appris pendant cette compétition. Prochainement, nous allons miser sur le travail collectif», a déclaré Benjamin Boundzanga, entraîneur des Lions Sports.

En athlétisme, seul Natacha Ngoye a occupé la quatrième et la cinquième place mondiale dans les épreuves de 100 et 200 m. Concernant la boxe, un seul athlète congolais s'est distingué en terminant au cinquième rang mondial. Il s'agit de Rodrigue Ngalebaye dit Amazone.

Notons que la formation des Lions Sport participera en mars 2020, à Kigali au Rwanda, au championnat d'Afrique militaire NBA. Les conditions d'une bonne préparation devraient être déjà réunies pour l'équipe nationale militaire de basketball, détentrice du titre de championne d'Afrique afin qu'elle réponde aux attentes du public sportif congolais.

Rude Ngoma

BELGIQUE

Le premier congrès de la chaire internationale Mukwege prévu du 13 au 15 novembre

La cérémonie d'ouverture des assises va se dérouler le 13 novembre aux amphithéâtres de l'Europe, sur le campus du Sart Tilman, de l'université de Liège. Elle sera assurée par le Dr Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018, et la Pre Françoise Tulkens, ancienne magistrate à la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg.



Le Dr Denis Mukwege à l'université de Liège

Le premier congrès de la chaire internationale Mukwege sur « La violence faite aux femmes et aux filles dans les conflits » réunira des scientifiques de tous horizons ainsi que des ONG et associations actives sur le terrain autour d'une question centrale : comment donner un avenir aux femmes et aux enfants victimes de violences sexuelles dans les conflits ?

Les journées du 14 et du 15 novembre seront consacrées au congrès scientifique autour de la question centrale du congrès qui suscite de nombreuses autres. Dans le cas de l'enfant, cette reconstruction, qu'elle soit physique ou psychologique, suit-elle un processus identique à celui de l'adulte ou faut-il appliquer d'autres méthodes, d'autres techniques ? Quel rôle joue le temps dans cette reconstruction ?

Les bonnes pratiques qui marchent dans un pays vont-elles fonctionner dans un autre ? Quelle est l'influence des fac-

teurs culturels, politiques, économiques et géographiques ? Comment prévenir la violence ? Comment lutter contre le déni et l'impunité des agresseurs ? Que nous apprennent l'histoire, l'anthropologie, la criminologie et le droit ? Comment réinsérer économiquement et socialement les survivantes dans leur communauté ?

Pour répondre à ces questions en abordant le plan individuel des survivantes, celui des communautés locales et celui des politiques nationales à mettre en place, chaque demi-journée sera consacrée à un des piliers du modèle holistique développé par le Dr Denis Mukwege : prise en charge médicale, prise en charge psychologique, réinsertion socio-économique, prise en charge juridique. Ainsi, fait-on savoir, chaque pilier intégrera une approche académique (présentation de résultats de recherche) et une approche empirique. Cette dernière donne-

ra la parole à des associations, des ONG, des scientifiques mettant en évidence des données issues du terrain, qui questionnent la généralisation possible des résultats de recherche en mettant en évidence le poids des facteurs contextuels (politiques, culturels, géographiques).

Par ailleurs, dans le cadre du congrès, une exposition photos réunira des oeuvres sur le thème des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants dans les conflits, notamment les oeuvres de trois photographes : Cathleen de Kerchove (Les enfants de Panzi et d'ailleurs), Lara Youssef (Les enfants de Panzi et d'ailleurs) et Marjorie Jaspar. Cette exposition fait également partie des actions de la campagne « #RESPECT » lancée à l'automne, à l'université de Liège.

Développer des recherches interdisciplinaires

La chaire internationale sur « La

violence faite aux femmes et aux filles dans les conflits » (ou chaire Mukwege) est le fruit d'une démarche initiée par la professeure émérite de l'université de Liège, Véronique De Keyser, députée européenne honoraire, suite aux premiers contacts du Dr Denis Mukwege en novembre 2013 avec les psychologues de la faculté de psychologie, logopédie et sciences de l'éducation et les médecins du CHU de Liège, dans le but de mettre sur pied des programmes de coopération pour le suivi des survivantes de violences sexuelles.

Cette chaire vise à développer les recherches interdisciplinaires dans le domaine des violences sexuelles à l'égard des femmes et à fédérer sur cette thématique les connaissances de différents partenaires et universités en Belgique et dans le monde. Elle est attachée au centre d'expertise en psychotraumatismes et psychologie légale, dirigé par le

Pr Adélaïde Blavier, à l'université de Liège. L'objectif est de créer un réseau international de recherches sur le thème des violences sexuelles subies par les femmes en situation de conflits. Dans cette optique, la chaire s'est ouverte à différentes universités qui ont déjà accueilli le Dr Denis Mukwege, notamment celles qui lui ont décerné un titre de docteur honoris causa.

A ce sujet, notons que le dernier titre de docteur honoris causa a été décerné au Dr Denis Mukwege par l'université de Göteborg. Cette année, il a reçu le doctorat honoris causa de l'université d'Anvers, en Belgique; de l'université de Pennsylvanie, aux Etats-Unis; de la Nouvelle université de Lisbonne, au Portugal; de l'université de Montréal, au Canada; de l'université EWH (Université des femmes) en Corée du Sud; et de l'université de Ritsumeikan, au Japon.

Patrick Ndongidi

POLITIQUE FONCIÈRE EN AFRIQUE

Une conférence sur le sujet se tiendra en Côte d'Ivoire

La troisième édition de la rencontre biennale, organisée par le Centre des politiques foncières, pense offrir aux parties prenantes une tribune importante pour créer des réseaux, approfondir leurs engagements et renforcer leurs capacités d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des politiques en la matière.

La troisième édition de la conférence sur la politique foncière en Afrique aura lieu du 25 au 29 novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire. L'organisateur, le Centre des politiques foncières, pense que cette rencontre sera une occasion pour un débat stimulant sur les politiques consacrées à la promotion de la bonne gouvernance foncière sur le continent.

Cette réunion est organisée, cette année, par la Banque africaine de développement sur le thème « Rempoter la lutte contre la corruption dans le secteur foncier : option viable pour la transformation de l'Afrique ». Elle offrira aux parties prenantes africaines une tribune importante pour créer des réseaux, approfondir leurs engagements et renforcer leurs capacités d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des politiques foncières, grâce à un accès aux connaissances et à une politique foncière s'appuyant sur des faits probants.

Il est également attendu de cette confé-

rence la création d'un consensus entre parties prenantes et décideurs africains sur l'orientation future à adopter pour résoudre les problèmes de gouvernance foncière, en mettant un accent particulier sur la corruption. Le thème retenu fait, d'ailleurs, écho à la proclamation de l'Union africaine consacrant 2018 « année de la lutte contre la corruption en Afrique ».

Dans un communiqué y relatif distribué par APO Group pour la Banque africaine de développement, il ressort qu'à l'instar des sessions précédentes, des chercheurs, des représentants de gouvernements et des responsables politiques, des représentants de la société civile, du secteur privé et des autorités traditionnelles participeront à cette conférence. La toute première édition s'était déroulée en 2014, et la deuxième, qui avait réuni quatre cent cinquante participants, s'était tenue en 2017.

Lucien Dianzenza

FINANCES

La BAD prête à accompagner les efforts de développement de la RDC

L'institution financière internationale se dit prête à intervenir efficacement pour le pays, dès l'instant où le gouvernement congolais s'inscrira dans la logique des réformes pour accroître son potentiel de croissance.

Administrateur des pays de l'Afrique centrale à la Banque africaine de développement (BAD), Freddy Matungulu mène, depuis le 4 novembre, une série de consultations à Kinshasa avec les ministres chargés des Finances et Budget. L'ancien ministre des Finances sous l'ère Joseph Kabila conduit un plaidoyer auprès de l'institution financière africaine pour faire bénéficier à la République démocratique du Congo (RDC) des appuis budgétaires censés aider le pouvoir en place à réaliser ses objectifs de développement. La BAD, a-t-il déclaré au sortir de l'audience avec l'actuel ministre des Finances, Sele Yalaghuli, est disposée à allouer des appuis budgétaires conséquents à la RDC, mais cette assistance financière est assortie de certaines conditionnalités, notamment la mise en œuvre d'une série de réformes pour accroître son potentiel de croissance. « Le moment venu, on va s'accorder sur ce qu'il convient de faire pour permettre le décaissement de cet appui budgétaire », a-t-il indiqué.

Dans ses consultations auprès des autorités du pays, Freddy Matungulu voudrait amener le gouvernement Ilunkamba à fixer correctement ses priorités afin que la BAD s'y aligne pour sou-

tenir ses efforts de développement. Néanmoins, l'institution financière entend calquer ses actions en RDC à la lumière des priorités égrenées par le Premier ministre dans son discours-programme et ce, dans les différents domaines de développement socio-économique du pays. Ces priorités de la RDC s'inscrivent, par ailleurs, dans les actions que la BAD entend mener en Afrique dans le cadre de son nouveau programme qui s'appuie sur la stratégie 2013-2023. Ce programme couvre cinq grandes priorités, à savoir éclairer et fournir de l'énergie à l'Afrique, nourrir l'Afrique, industrialiser l'Afrique, intégrer l'Afrique et améliorer la qualité de vie des Africains.

Ces domaines d'intervention prioritaires sont indispensables pour la transformation de l'existence de la population africaine et cadrent avec le programme des Nations unies relatif aux Objectifs de développement durable. Pour le cas précis de la RDC, le Pr Freddy Matungulu a fait comprendre à son interlocuteur que la BAD se concentre en priorité sur le secteur de l'énergie, convaincue qu'il n'y a pas de développement sans énergie.

Alain Diasso

CAF-C2

DCMP en phase des poules aux dépens de Gor Mahia

Le club vert et blanc de Kinshasa s'est fait peur à domicile, le 3 novembre, au stade des Martyrs, face à son adversaire kényan, avant d'obtenir sa qualification pour la phase des groupes de la 17e édition de la Coupe de la Confédération.

Après le résultat d'égalité du match aller à Nairobi (un but partout), DCMP a été mené dès la 11e mn du match retour, suite à un but inscrit par Ochieng, le Kényan le plus expérimenté de Gor Mahia. Mais les joueurs du coach Isaac Ngata ont gardé le moral et un mental fort jusqu'à égaliser à la 45e mn par Vinny Bongonga. A la pause, le score a donc été d'un but partout. Au retour des vestiaires, l'Ivoirien des Immaculés, Junior Abou Koné, a inscrit le but de la victoire, qualifiant son équipe pour les huitièmes de finale (phase des groupes) de la C2 africaine.

Notons que pour cette rencontre, le coach Isaac Ngata a titularisé le gardien de but international congolais de Brazzaville, Barel Mouko. En défense, il y a eu Amale Mukoko, Kayembe Ndotoni, Ikoyo Iyembe et Inonga Baka. Au milieu de terrain, on a noté la présence de Doxa Gikanji (remplacé en première période par Arsène Loko), Rashidi Asumani et Junior Abou Koné. Et en attaque, Rashidi Musinga Kwamambu, William Likuta Luezi et Vinny Bongonga ont été titulaires. Mbomba, Ngouelo Seda, Arsène Loko, Carter Hairo et Junior Mbele ont débüté sur le banc des remplaçants.

DCMP retrouve ainsi la phase des poules d'une compétition africaine interclubs après huit ans d'absence. Le club vert et blanc de Kinshasa ne s'arrêtait qu'au premier tour des éliminatoires à chaque fois depuis 2011.

Martin Engimo



TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION

Didier Mazenga inspecte la RVA et l'Ifoc

Le ministre de tutelle a effectué, le 2 novembre, une visite aux installations de la Régie des voies aériennes (RVA) au niveau de l'aéroport international de N'djili, à Kinshasa. Il a été accueilli par le directeur général de cette structure, Abdallah Bilenge, qui a conduit dans toutes les installations de cette société du portefeuille de l'Etat.

Didier Mazenga Mukanzu a ensuite été emmené au nouveau chantier de l'aérogare où des travaux sont assurés par l'entreprise chinoise Wietec. D'un coût estimatif de trois cent cinquante-quatre millions de dollars américains, ces travaux qui prendront fin en 2022 (soit trente-six mois après), ont commencé en juillet dernier.

Après la RVA, le ministre Mazenga a poursuivi son inspection à Kinkole où il est allé visiter l'Industrie forestière du Congo (Ifoc). Le directeur général adjoint, José Mingazi, a remercié le ministre qui s'est donné la peine de se rendre compte des activités de l'Ifoc. De son côté, le ministre a salué l'engagement respectueux de cette unité qui respecte le tonnage et la mesure du secrétariat général aux Transports interdisant la circulation des embarcations et autres unités flottantes la nuit. Le José Mingazi a rassuré le ministre de l'engagement de l'Ifoc à respecter ces instructions. Sur place, Didier Mazenga a visité les installations abritant l'administration de l'industrie et les entrepôts des grumes, guidé par José Mingazi.

M.E.

MUSIQUE SACRÉE

L'histoire de la Fepaco retracée dans l'album «Le cinquantenaire»

La chorale nationale de l'église Fraternité évangélique pentecôtiste en Afrique et au Congo (Fepaco)/ Nzambe malamumu (Chonaf) a présenté à la presse, le 3 novembre à Kinshasa, son premier opus.



Quelques membres de la chorale nationale de l'église Fepaco Nzambe malamumu

«Na ye épai na yo», «Sango malamumu», «Alexandre Aidini», «Mukamba Tshijila», «Nzambe malamumu», «Rehoboth» et «Jubilé» sont les titres contenus dans l'œuvre qui retrace en fait l'histoire des cinquante-deux ans de la confession religieuse depuis sa création par feu l'apôtre Alexandre Aidini Abala à qui la chorale a dédié une chanson. Cet opus de sept titres devait sortir, il y a deux ans, à l'occasion du cinquantenaire de l'existence de l'église Nzambe Malamumu. Mais divers éléments survenus au pays au cours de ces deux dernières années ont ajourné sa mise sur le marché, d'autant plus que la Chonaf existe depuis deux ans.

Coordonnateur national de la

jeunesse, chorales et Ecole de dimanche (Ecodim) de la Fepaco, Jules Tambwe Itagali, qui est également choriste, a pris le soin de présenter l'album devant un parterre des journalistes et autres professionnels des médias.

« Nous sommes là parce qu'une œuvre a été accomplie et pour la présentation aux médias de l'album *Le Cinquantenaire*, réalisé par la chorale nationale de la Fepaco pendant deux ans, compte tenu du contexte des préparatifs des élections au pays », a-t-il indiqué d'emblée. L'on retient, par ailleurs, que l'album a été réalisé pour garder la mémoire de la célébration du cinquantenaire de l'église Nzambe malamumu. Cette

église a été fondée par l'apôtre Alexandre Aidini Abala, il y a de cela cinquante-deux ans. Et Jules Tambwe a poursuivi : « C'est en 2017 que nous avons célébré le cinquantenaire de l'église, et c'est à ce moment-là que nous avons pensé réaliser quelque chose qui peut garder le souvenir de cette commémoration. Parce que le cinquantenaire, ce n'est pas donné à tout le monde. C'est une église qui a fait son temps et a pris le temps de croître, une église qui n'est pas la moins connue parmi nous ». Il a précisé que cet opus c'est aussi l'histoire de l'évolution des chorales de l'église Fepaco Nzambe malamumu. Répondant à ceux qui estiment que

le temps des chorales est dépassé, il a soutenu que l'album «Le cinquantenaire» vient démontrer et prouver que celles-ci existent encore. « Lorsque l'on observe le monde musical aujourd'hui, je suis tenté de dire que 70 % de ceux qui chantent dans le monde ou dans les églises, ou encore dans les orchestres, sont les produits des chorales. Donc, la disparition des chorales pourrait bien aussi être la disparition de la musique au Congo », a-t-il dit.

L'on note que l'ingénieur de son, Michel Ngongo, a été mis à contribution comme arrangeur de cet opus riche aussi bien en paroles qu'au niveau purement artistique.

M.E.

FAUNE

La protection des grands singes d'Afrique-centrale fait l'objet d'une réflexion

Le quatrième atelier stratégique des ONG locales de la sous-région pour la conservation communautaire des grands singes et pour le développement local dans les forêts du Bassin du Congo a été ouvert, le 5 novembre, à Pointe-Noire en présence de Léa Désiré Ondongo Bamboli, secrétaire général du département du Kouilou, des acteurs et partenaires impliqués.

«Euvrons pour les ONG locales de conservation bien gérées, crédibles et soutenues par les Etats d'Afrique centrale pour la conservation des forêts du Bassin du Congo » est le thème de l'atelier. Il est organisé cette année par ESI Congo qui accordera également l'hospitalité à ses pairs d'Afrique centrale le 7 et 9 novembre sur son site d'intervention à Magne, dans le district de Kakamoeka, lors de l'assemblée générale du réseau prévue dans cette localité. Pendant trois jours, les délégués venus des deux Congo, du Gabon et du Cameroun, membres de l'alliance pour la conservation des grands singes en Afrique centrale (Alliance Gsac), des ONG et partenaires vont échanger afin de promouvoir et accroître la reconnaissance politique et technique de l'engagement de la société civile d'Afrique centrale pour la conservation des grands singes et la biodiversité des forêts du Bassin du Congo. L'occasion leur est donnée également de valider le plan d'action stratégique 2020-2022 de l'al-



liance Gsac pour une plus grande protection des grands singes et le développement local dans les forêts de ce bassin.

En félicitant le travail abattu par les ONG et associations de protection des grands singes sur le terrain, le secrétaire général du département du Kouilou a dit :

« Votre action au quotidien et votre permanence sur le terrain aux côtés des communautés de notre territoire sont un gage de durabilité des actions de conservation de notre écosystème qui doivent être locales et communautaires pour plus d'efficacité ». Il les a assurées du soutien

du gouvernement sur les différentes actions menées sur le terrain par la mise en place du parc national de Conckouati-Douli, la réserve de la biosphère de Dimonika et la réserve de chimpanzés de Tchippounga.

La rencontre de Pointe-Noire permet à la société civile locale

La photo de famille des participants de l'atelier Gsac/Adiac africaine d'engager pleinement une réflexion commune afin d'oeuvrer efficacement pour la conservation communautaire des grands singes et le développement local dans les forêts du Bassin du Congo, soutenue par les Etats d'Afrique centrale.

Hervé Brice Mampouya

LITTÉRATURE

Chrysleyr Tati présente «Les rapaces»

Le tout premier roman de l'écrivain congolais est une oeuvre de fiction parue en 2017 à Acoria éditions, en France. Il sera présenté, le 27 novembre, à l'Institut français du Congo de Pointe-Noire.

Décidé d'empêcher toute autre personne d'accéder au pouvoir, le maréchal Nimu, président de la République égalitaire de Tanga, occa- sionne toutes sortes d'atrocités (assassinats, enlèvements, arrestations arbitraires, vol, viol...). Pour conserver son fauteuil, il va jusqu'à modifier la carte nationale en rayant Mouloungou, village de l'opposant et rebelle Nangu, et en faisant disparaître la langue maternelle de ce dernier. C'est l'histoire que relate Chrysleyr Tati dans «Les rapaces» sur deux cent huit pages. Cela, à travers Ruth, personnage principal du livre, jeune femme habitant Mabézwapi, une ville de la République égalitaire de Tanga. Dans Bilengui, son quartier, le plus passionnant et le plus pauvre de Mabézwapi, les gens se livrent à tous les plaisirs, les filles et les femmes vendent leurs charmes à vil prix pour avoir de quoi survivre.

Le roman est constitué de douze chapitres traitant chacun d'un sujet précis et où se mêlent plusieurs histoires qui décrivent le régime dictatorial du maréchal Nimu. Dans le chapitre 1, par exemple, l'auteur évoque la question sur la protection de l'environnement. Le chapitre 10 soulève le problème de la sorcellerie comme à la page 120 où on peut lire : «Au Tanga, il n'y avait pas de mort naturelle. Quand quelqu'un mourrait, on tenait toujours à retrouver le sorcier qui l'avait précipité dans la mort». Il y a aussi la question sur la traite des enfants au chapitre 3, avec l'histoire de Dovognon, l'enfant esclave. D'autres sujets comme l'éducation, l'insécurité, le non-respect des droits de l'homme, la dépravation des mœurs, la perte de certaines valeurs (l'entraide, la compassion et autres) sont aussi évoquées, tout comme le combat de l'Unesco pour redonner vie à toutes les langues mourantes dans le monde et même le manque de soutien aux artistes.

Educateur à l'environnement, Chrysleyr Tati n'est pas à son premier coup d'essai. Il figure dans l'anthologie «Ecrire à Pointe-Noire» parue à Acoria éditions de France, en 2018.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE









L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition

FOIRE INTERNATIONALE DES IMPORTATIONS DE CHINE

Les présidents chinois et français s'opposent à l'unilatéralisme

Dans leurs discours respectifs lors de la deuxième édition de l'événement, lancée le 5 novembre à Shanghai, Xi Jinping et Emmanuel Macron ont souligné leur affiliation à un monde multipolaire.

Le président chinois, Xi Jinping, a appelé à déployer des efforts pour promouvoir la libéralisation et la facilitation du commerce et de l'investissement. « Nous devons adhérer à la démolition de murs, au lieu de construire des murs, s'opposer résolument au protectionnisme, à l'unilatéralisme, réduire continuellement les barrières commerciales et cultiver conjointement la demande du marché », a-t-il déclaré.

Beijing entend réduire davantage les tarifs et les coûts institutionnels. « La Chine assouplirait davantage l'accès au marché pour les investissements étrangers et raccourcirait sa liste négative », a indiqué le président chinois.

S'appuyant sur l'élargissement et l'optimisation de son marché, l'amélioration de l'environnement d'affaires, l'approfondissement de la coopération multilatérale et bilatérale ainsi que la construction conjointement de l'initiative «La Ceinture et la route», la Chine soutient les démarches en faveur d'une économie mondiale ouverte et coopérative.

Elle s'oppose au blocus du savoir, afin d'éviter la création ou même l'élargissement du fossé technologique et exhorte, par la voix de son dirigeant, à travailler pour renforcer la protection des droits de propriété intellectuelle. Dans la même perspective, le président français, Emmanuel Macron, a dénoncé le recours à l'action unilatérale,



Le président chinois, Xi Jinping

à l'arme tarifaire et à la loi du plus fort. Selon lui, la guerre commerciale ne fait que des perdants en pesant sur la croissance mondiale. « L'esprit de coopération produit de résultats plus que celui de la confrontation », a-t-il relevé. Ajoutant que « l'Union européenne et la Chine doivent travailler à un agenda de coopération et d'harmonie, au-delà des différences parfois profondes entre leurs deux modèles ».

Il dit espérer un accord commercial entre les deux principales économies mondiales, qui préserve les intérêts des autres pays.

Le président français a, par ailleurs,

constaté la transformation de l'économie chinoise et fait l'éloge des résultats obtenus par Beijing en matière d'ouverture de son marché. « Le choix de l'ouverture de la Chine a permis le changement économique et social le plus rapide et le plus massif de l'histoire de l'humanité. Nous avons besoin d'une plus grande ouverture de la Chine et de son marché domestique », a fait savoir Emmanuel Macron.

« La Chine n'est plus aujourd'hui l'atelier du monde pour la production de produits à bas coût »

« Elle entend à juste titre développer



Le président Emmanuel Macron

son marché domestique, offrir des perspectives à ses classes moyennes, occuper les premiers rangs dans la compétition mondiale sur les produits à haute valeur ajoutée technologiques », a déclaré le président français.

Le chef de l'Etat français a également salué « l'amitié franco-chinoise » en inaugurant le Centre Pompidou de Shanghai, la première implantation hors d'Europe du célèbre musée d'art parisien. La dernière journée de la visite du président français, ce 6 novembre, sera consacrée à des discussions entre les deux présidents sur les grands dossiers, comme la lutte contre

le réchauffement climatique

Au total, cent cinquante-cinq pays et régions, ainsi que vingt-six organisations internationales participent à la deuxième édition de l'Exposition internationale d'importation de la Chine, qui se déroule à Shanghai, du 5 au 10 novembre.

La zone d'exposition couvre une superficie de 360 000 m². Soixante-quatre pays organiseront leurs expositions nationales, et 3 893 sociétés participeront aux expositions commerciales, a indiqué, mardi, Hu Chunhua, vice-Premier ministre chinois, lors de la cérémonie d'ouverture.

Durly Emilia Gankama

MODE

Vingt journées pour célébrer et magnifier l'art à travers Brazza fashion days

L'événement sera organisé, du 24 février au 14 mars 2020, par l'agence The Events agency que dirige Sara Mezath sur le thème: « Développement et exportation de la mode de l'Afrique centrale ».

Les Brazza fashion days (BFD) sont des journées dédiées à la mode. Cet événement qui transformera Brazzaville en la capitale de la mode a pour but essentiel de mettre en avant ses jeunes créateurs en particulier et de l'Afrique centrale en général, afin d'étaler à la face du monde leurs talents.

Pour l'organisatrice, lorsqu'on parle de mode en Afrique, les regards se tournent essentiellement vers certaines capitales d'Afrique de l'ouest (Dakar, Lagos, Abidjan, Cotonou, Niamey...) et l'Afrique du Sud qui regorgent de créateurs dont le talent est incontestable et mis en exergue par le biais d'événements d'envergure pour le moins prestigieux, tels que le festival international de la mode africaine d'Alphadi ; le Sira vision ; ou encore la Dakar fashion week d'Adama de Paris.

« La mode en Afrique centrale n'est indéniablement pas au même niveau que dans d'autres parties d'Afrique. Ce fait est la résultante d'un manque flagrant de prise au sérieux et de valorisation de ces jeunes créateurs talentueux, pourtant nombreux, dont le travail ne bénéficie d'aucune vitrine, d'aucune mise en avant et d'aucun encouragement de la part d'une quelconque structure que ce soit », a déclaré Sara Mezath. D'où la nécessité, a-t-elle dit, pour The Events



Sara Mezath, organisatrice des Brazza fashion days

agency de créer les Brazza fashion days dont l'ambition, au-delà de réunir différents acteurs de la mode de l'Afrique centrale afin de porter leur savoir-faire au-devant de la scène, sera de leur apporter des outils de développement de leurs acquis ainsi qu'une formation intense de dix jours leur permettant de parfaire leurs connaissances du domaine. Les BFD, loin de n'être qu'un défilé de mode, sont tout d'abord une plate-forme qui apportera aux différents candidats, entre autres, l'expertise nécessaire à leur plein épanouissement ; une grande visibilité afin de faire connaître la qualité de leur travail ici et ailleurs ; la synergie qui aiguïsera leur sens du travail d'équipe ; l'esprit de compétition qui permettra à chacun d'eux de travailler d'arrachepied afin de se mettre en valeur et de se challenger au travers de ses créations.

Sara Mezath a précisé que les BFD se veulent une vitrine pour la découverte par le monde entier de ces talents dont regorge l'Afrique centrale afin de les regarder désormais avec intérêt. Par cet événement, les organisateurs veulent tourner une page dans l'histoire de la mode en Afrique centrale afin que plus jamais cette dernière ne soit vilipendée, banalisée, reléguée au second plan et que les activités y relatives, à l'instar des défilés

de mode, ne soient plus considérées comme de simples spectacles voués à agrémenter les dîners de gala ou autres soirées mondaines organisées dans les capitales de la sous-région.

Programme et temps forts des BFD

Le public brazzavillois aura la chance de participer activement aux fashion days qui leur permettront de flâner dans les stands des artisans et commerçants locaux ; de redécouvrir les collections de prêt-à-porter de certains créateurs locaux lors des pop-up stores ; de découvrir les pièces aussi incroyables qu'uniques des jeunes créateurs d'Afrique centrale lors de l'exposition-vente ; d'assister aux différents colloques, workshops et tables rondes autour des questions et thèmes axés sur la mode...

Les BFD se tiendront à Brazzaville pendant une période relativement longue et feront appel à une programmation aussi diverse que variée comprenant, entre autres, un atelier de formation des jeunes créateurs venus de toute l'Afrique centrale ; exposition-vente de leurs créations ; conférence de presse et colloque ; workshop entre créateurs confirmés venus d'ailleurs et les jeunes créateurs d'Afrique centrale ; grand défilé de mode.

Bruno Okokana